

## **Inclusion scolaire** **un GT académique hors sol !**

**Une administration déconnectée du terrain, appliquant les décisions gouvernementales d'inclusion systématique et forcée ! Voilà comment résumer le GT académique sur l'inclusion auquel nous avons assisté jeudi 25 septembre 2025.**

Est-il encore possible aujourd'hui de nier la réalité catastrophique de l'inclusion systématique et forcée quand chacun est témoin, au quotidien, des manques de personnels qualifiés et de places en établissements spécialisés qui conduisent parfois à des situations gravissimes pour les élèves eux-mêmes, mais aussi pour les autres usagers de l'école ?

Non seulement l'administration le peut, mais elle n'aura de cesse au cours de ce GT de dérouler des chiffres « attestants de la réussite » (sic) de cette politique !

**« Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ! »**

Quand la FnefcFO demande la vérité des prix et non la propagande gouvernementale, alors des chiffres tombent de l'administration, bruts, violents. Ainsi le nombre réel de médecins scolaires dans l'académie : **8 médecins pour 39 postes à pourvoir ! Sans commentaire !**

Le nombre de psychologues scolaires ? Nous ne l'aurons pas ! Évidemment, il ne faut pas trop en dire ! Car cela risquerait de faire désordre !

La politique du gouvernement illégitime et démissionnaire va plus loin : ainsi **les AESH I (Individuel) ont vocation à disparaître au profit des AESH M (mutualisé)**. A qui profite le crime ? Un tableau présenté montre que le premier poste de dépenses pour l'inclusion est le coût des AESH (Près de 81 millions d'euros soit 51% des dépenses ; les enseignants spécialisés, eux, près de 54 millions d'euros sur 2024) On comprend aisément pourquoi il faut limiter leur recrutement dans le cadre d'un budget de plus en plus austéritaire (alors que ce sont déjà des emplois précaires sans statut et sous-payés !)

**La situation des RASED au sein des PAS est évoquée.** Les collègues des réseaux font remonter une crainte grandissante concernant leurs missions : **ils ne prendraient plus en charge d'élèves, mais, sollicités par le coordonnateur PAS, ils feraient exclusivement des bilans.** L'administration se défend de la disparition des RASED qui seraient le 1er niveau de réponse avant sollicitation du PAS. L'administration n'infirme pourtant pas un changement de missions des RASED déjà impulsé lors du quinquennat du désormais repris de justice Sarkozy !

Comment alors ne pas s'inquiéter de la place prépondérante donnée au binôme du PAS (éducateur spécialisé et coordonnateur) qui se voit chargé d'établir quels

élèves ont des BEP ( besoins éducatifs particuliers - sic) ou nécessite un bilan en vue d'une orientation vers la MDPH ? **Des postes « d'aiguillage » qui vont dorénavant remplacer les postes d'enseignants spécialisés** des établissements et des RASED ( maitres E et G, psychologues scolaires, ...)

A la question sur le bilan des DAR, l'administration expliquera que les DAR (Dispositif d'AutoRégulation) n'ont pas pour objet d'être seulement un endroit où les élèves iraient « s'autoréguler » lorsqu'ils en ressentent le besoin. En effet, s'ils peuvent être sortis de classe, l'objectif est de maximiser leur temps en classe avec un co-enseignement (coordonnateur, éducateur spécialisé). On peut légitimement se demander comment ils partageront leur temps. D'ailleurs la terminologie a changé au profit **d'école autorégulée** ou de **collège autorégulé**. Terminologie volontairement confuse : « **Qu'est ce qui est autorégulé ? Les élèves, les collègues, l'école ?** » **Serait-ce un synonyme d'autogérée ? Chacun appréciera.**

Face aux nombreux exemples de situations présentées lors de ce GT, l'administration éludera en parlant de cas limites, isolés qui ne reflètent pas la réalité. L'explosion des fiches RSST et des arrêts/ accidents de travail disent le contraire ! Insupportable !

**Pour celles et ceux qui œuvrent au quotidien auprès des élèves à besoins éducatifs particuliers ou d'élèves en situation de handicap le constat est simple : cela doit cesser !** Il faut d'urgence abroger l'acte 2 de l'école inclusive, créer tous les postes spécialisés et AESH nécessaires et ouvrir immédiatement des places en ESMS.

**Contre cette politique de destruction systématique des droits des enfants handicapés à des soins et des dispositifs adaptés, la FnefpFO est la seule organisation représentative à organiser la résistance et la défense des personnels et de l'Ecole Publique : rejoignez-nous ! Participez à nos RIS, HMI, stages ! Syndiquez-vous !**